

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-04 - 08
du 12 AVR. 2023**

**portant modification des conditions d'exploitation de la carrière du « Peuye » de la
société CMSE sur la commune de Les Deux-Alpes**

Le préfet de l'Isère,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et les articles L181-14, L122-1, L.214-1, R.214-1, R215, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le schéma régional des carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 8 décembre 2021 par arrêté n°21-520 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux exploitations de carrières relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu les actes réglementant les activités exercées par la société CMSE au sein de son site implanté sur la commune de Les Deux-Alpes, et notamment l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 autorisant la société CMSE à exploiter une carrière de roches massives et d'éboulis sur le territoire de la commune de Les Deux-Alpes (38860) ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 16 mars 2023 présenté par la société CMSE en vue de modifier les conditions d'exploitation de sa carrière située sur la commune de Les Deux-Alpes ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Vu la convention de partenariat du 30 mars 2023 établie entre les représentants départementaux du canton de l'Oisans-Romanche, la commune de Les Deux-Alpes, le Parc National des Ecrins, l'association France Nature Environnement Isère, l'association Biodiversité Sous Nos Pieds et la société CMSE ;

Vu le protocole d'accord du 30 mars 2023 établi entre l'association France Nature Environnement Isère, l'association Biodiversité Sous Nos Pieds et la société CMSE ;

Vu l'étude du service RTM (restauration des terrains en montagne) intitulée « diagnostic des risques naturels et propositions de parades » de novembre 2017, révisée le 25 novembre 2022 ;

Vu le rapport n°20230327-Is027SS de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 27 mars 2023 ;

Vu le courriel du 4 avril 2023 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Vu la réponse de l'exploitant du 4 avril 2023 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant que le projet contribue à la protection du hameau des Ougiers vis-à-vis des risques de chute d'éléments rocheux et de laves torrentielles tels que définis par l'étude RTM de novembre 2017, révisée en novembre 2022, susvisée ;

Considérant que la demande de modification présentée par la société CMSE présente les objectifs suivants :

- procéder à la sécurisation du hameau des Ougiers comme objectif prioritaire,
- alimenter le marché de l'Oisans en granulats en circuit court,
- une meilleure prise en compte de la biodiversité et notamment la préservation de l'Apollon,
- une meilleure prise en compte du paysage dans le contexte du Parc National des Ecrins ;

Considérant que ces objectifs ont fait l'objet du protocole d'accord susvisé ;

Considérant que la demande n'est pas une extension et que le projet ne constitue pas une modification substantielle au titre du 1° et du 3° de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant que, en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (C.D.N.P.S.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Arrête

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 autorisant la société CMSE (SIREN : 344 843 859), dont le siège social se situe 855 rue René Descartes – 13100 Aix-en-Provence, à exploiter une carrière de roches massives et d'éboulis sur la commune de Les Deux-Alpes, est modifié et complété par les prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

Article 2 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Les Deux-Alpes et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Les Deux-Alpes pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 3 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Exécution - Notification

La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Les Deux-Alpes sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CMSE.

Le préfet
Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Eléonore LACROIX

ff

Prescriptions techniques et annexes modificatives applicables à la société CMSE

Carrière du Peuye Lieux-dits « La Plaine » et « Le Peuye » 38860 Les Deux-Alpes

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE	Substances et activités concernées Capacités projetées des installations	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Exploitation d'une carrière de roche massive et éboulis sur une superficie totale de 158 393 m ² Production annuelle maximale : 230 000 tonnes/an	A
2515-1.a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Installation mobile de traitement des matériaux : puissance installée : 710 kW	E
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux et déchets inertes	Aire de transit de produits minéraux dédié au remblaiement du site < 5000 m ²	NC

A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration contrôlée / D : déclaration / NC : non classé

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Le tableau de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature « eau »

Rubrique Eau	Désignation des activités au regard de la nomenclature eau	Activité sur le site	Régime
2.1.5.0-1	Rejet d'eau pluviale dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	S<20 ha	D

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Situation de l'établissement :

Zone en renouvellement :

Lieu-dit	N° parcelle	superficie visée dans la demande (en m ²)
La plaine	121p, 767p	9227
Le Peuye	123p, 124p, 125p	24045
Combe du Peuye		1180
Total		34452

Zone en extension d'autorisation :

Lieu-dit	N° parcelle	superficie visée dans la demande (en m ²)
La plaine	121p, 122p, 767p	103767
Le Peuye	123p, 124p	2990
Pierre Rousset	28p, 32p, 33	4325
Cote de Rif	769p	5681
Combe du Peuye		118
Total		116881

L'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

Le présent arrêté tient lieu d'autorisation environnementale pour les installations mentionnées dans le tableau modificatif de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 ci-dessus, au titre des articles L181-1 et L181-2 du code de l'environnement, d'autorisation de défrichement au titre des articles L341-1 et suivants du code forestier, d'autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement et de dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement (avec mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivis).

La présente autorisation vaut pour une exploitation de roche massive et d'éboulis devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état naturelle et paysagère suivant les plans de phasage joints en annexe 6 du présent arrêté.

L'exploitation est comprise entre les cotes 889 et 1024 m NGF.

La quantité maximale des matériaux à extraire à compter du 1er janvier 2023 est de 2 400 000 m³ environ, dont 1 550 000 m³ de moraines et éboulis et 850 000 m³ de roche cristalline, soit environ 4 509 000 tonnes.

La production maximale autorisée est de 230 000 tonnes par an.

La hauteur maximale de la tranche d'exploitation en cours est de 15 mètres.

La puissance des installations de traitement de matériaux issus de la carrière, visée par la rubrique 2515, est de 710 kW (groupe mobile de scalpage-criblage).

Les apports de déchets inertes sont autorisés dans le cadre de la remise en état. Dans ce cadre la quantité maximale annuelle pouvant être admise sur le site est limitée à 30 000 tonnes.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de foretage dont il est titulaire.

L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté à la société CMSE.

Pour la carrière et les installations de premier traitement de matériaux présentes dans l'emprise de la carrière, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de vingt ans à compter de la date de notification du présent arrêté modificatif. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction des matériaux ne doit plus être réalisée dans les six mois qui précèdent l'échéance de la durée de la présente autorisation et les déchets inertes ne pourront plus être admis en remblayage six mois avant la fin de l'autorisation sauf pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

Concernant la dérogation aux interdictions édictées pour la protection des espèces, les mesures compensatoires sont mises en place suivant le calendrier prescrit au titre 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 susvisé, et leur mise en œuvre se poursuit le cas échéant au-delà de la durée d'exploitation de la carrière fixée par le présent article, sans limite de durée et selon les prescriptions prévues au titre 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 susvisé.

L'article 1.10.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Communication avec les riverains, élus et associations

Un comité de pilotage (COPIL) sera créé et composé de France Nature Environnement (FNE) 38, de l'association "Biodiversité Sous Nos Pieds", du parc national des Ecrins, de la commune de Les Deux-Alpes, du conservatoire des espaces naturels Isère, des conseillers départementaux du canton de l'Oisans-Romanche, de représentants de riverains, du service RTM (restauration des terrains en montagne), de la DREAL et de la société CMSE. Ce comité de pilotage sera placé sous la présidence des élus de la commune de Les Deux-Alpes et se réunira semestriellement.

L'objet du COPIL est de :

– Suivre la bonne application des objectifs et prescriptions traduites dans l'arrêté préfectoral modificatif et particulièrement :

- Suivi de l'exploitation (production, phasage etc),
- Suivi du réaménagement coordonné à l'avancement de l'exploitation,
- Suivi de la biodiversité et des habitats, notamment les dispositions spécifiques liées au papillon l'Apollon ; à ce titre, et outre les dispositions déjà prévues dans le dossier de demande d'autorisation

relatives aux opérations de génie écologique, la société CMSE procédera à des campagnes d'hydroseeding pour favoriser la réintroduction des orpins et des jubarbes nécessaires à la reproduction de l'Apollon. Ces campagnes auront lieu par étages successifs au fur et à mesure de l'abaissement des tranches d'exploitation de chaque phase. Le COPIL sera amené à se prononcer sur l'avancement de cette mesure ;

– Optimiser le profil du piège à cailloux dans un souci de préservation du paysage dans le respect de l'équilibre général de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de sécurisation du hameau des Ougiers. Des études complémentaires pourront être confiées au RTM ;

– Suivre les mesures de réduction et de compensation de l'arrêté.

L'invitation, comportant un ordre du jour, sera transmise par l'exploitant à tous les membres, au moins quinze jours avant le COPIL. Le président pourra, en tant que de besoin, convier toute personne compétente aux réunions du COPIL.

L'article 7.1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Déboisement, défrichement et décapage des terrains

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains doivent être réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement fait l'objet des prescriptions suivantes :

Le bénéficiaire se conformera strictement au périmètre défini dans le dossier d'autorisation précisé ci-dessous.

Ces aménagements conduiront, entre autres, au défrichement d'une surface totale de 0,47 hectare de terrains boisés.

Les références des parcelles sont présentées dans le tableau suivant :

commune	section	parcelle	Surface parcelle	Surface à défricher
Les Deux-Alpes	A	28	17 780	50
Les Deux-Alpes	A	121	24 700	3 325
Les Deux-Alpes	A	124	57 130	640
Les Deux-Alpes	A	767	495 218	600
Les Deux-Alpes	A	769	42 929	0
Les Deux-Alpes	Chemin non cadastré			85

Ces parcelles appartiennent à la commune de Les Deux-Alpes.

Le défrichement portera sur de la forêt à dominante feuillue composée de trembles, frênes, érables (dont l'érable de Montpellier), bouleaux, épicéas, tilleuls, alisiers blancs...

Le défrichement est autorisé sous réserve de la mise en application de l'ensemble des mesures au dossier et de la mesure compensatoire suivante :

Le bénéficiaire a choisi la remise en état du terrain après l'abandon de l'exploitation sur les parcelles A 761 et A124. Dans le cadre de cet abandon, un reboisement compensateur sera réalisé au cours de l'automne hiver suivant la date du présent arrêté.

Ce reboisement consistera en une replantation d'une surface forestière équivalente à la superficie défrichée soit 0,666 hectare. Les essences à planter seront des espèces présentes localement : érables, bouleaux, épicéas, tilleuls, alisiers blancs.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambrosie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.

L'article 7.1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Conduite de l'exploitation

L'exploitation sera conduite selon le plan de phasage joint au dossier « porter à connaissance » du 16 mars 2023 susvisé.

Les plans de phasage sont annexés au présent arrêté.

L'article 7.1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Phasage de l'exploitation

Le phasage d'exploitation est reporté sur le plan en annexe 3.

L'exploitation est menée en quatre phases successives de cinq années chacune avec un réaménagement coordonné à l'avancement de l'exploitation. La dernière année sert à la finalisation des travaux de réaménagement et de gestion des milieux.

L'article 8.2.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Phasage de l'exploitation

Le phasage de l'exploitation (selon les modalités précisées au chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 susvisé et en annexe 8.5 du présent arrêté) limite la surface instantanée d'habitats de reproduction d'espèces impactés, laissant ainsi en place des habitats-refuges pour la Faune. Les principes de la remise en état sont rappelés ci-dessous :

- phase 1 (1a et 1b) : surface exploitée : 3,6281 ha ; surface restant intacte : 8,06 ha ; surface remise en état : 0 ha ;
- phase 2 : surface exploitée : 2,75 ha ; surface restant intacte : 5,31 ha ; surface remise en état : remblaiement et remise en état phase 1a et 1b ;
- phase 3 : surface exploitée : 2,49 ha ; surface restant intacte : 2,82 ha ; surface remise en état : remblaiement et remise en état phase 2 ;
- phase 4 : surface exploitée : 2,82 ha ; surface restant intacte : 0 ha ; surface remise en état : remblaiement et remise en état phase 3.

L'exploitation de la carrière se déroule sur deux périodes annuelles (15 mars/20 juin et 1er septembre/15 décembre) ; le dérangement de la faune reste donc temporaire.

L'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit :

Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les schémas d'exploitation et de remise en état figurant en annexes 3 et 6.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales en mode d'exploitation normal est :

- 402 401 € TTC pour la première période (2023-2028);
- 171 712 € TTC pour la deuxième période (2028-2033) ;
- 206 358 € TTC pour la troisième période (2033-2038) ;
- 188 757 € TTC pour la quatrième période (2038-2043) ;

Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

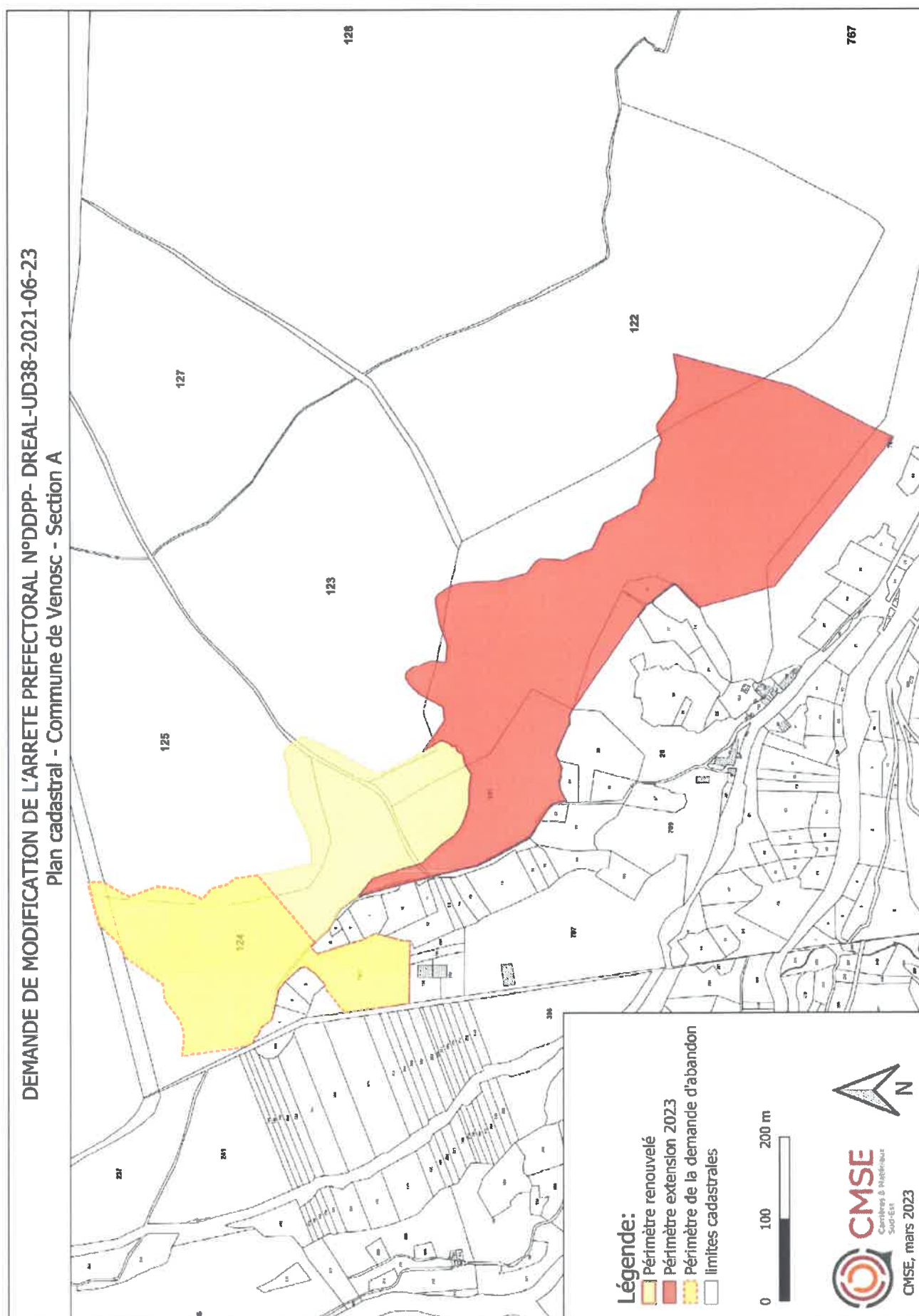
- index en mars 2023 : TP01 = 128 (avec coefficient de raccordement 6,5345 suite à la modification des bases de calcul de l'indice TP01 par le décret 2014-114 du 7 février 2014 et la circulaire du 16 mai 2014) ;
- et TVA = 20 %.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

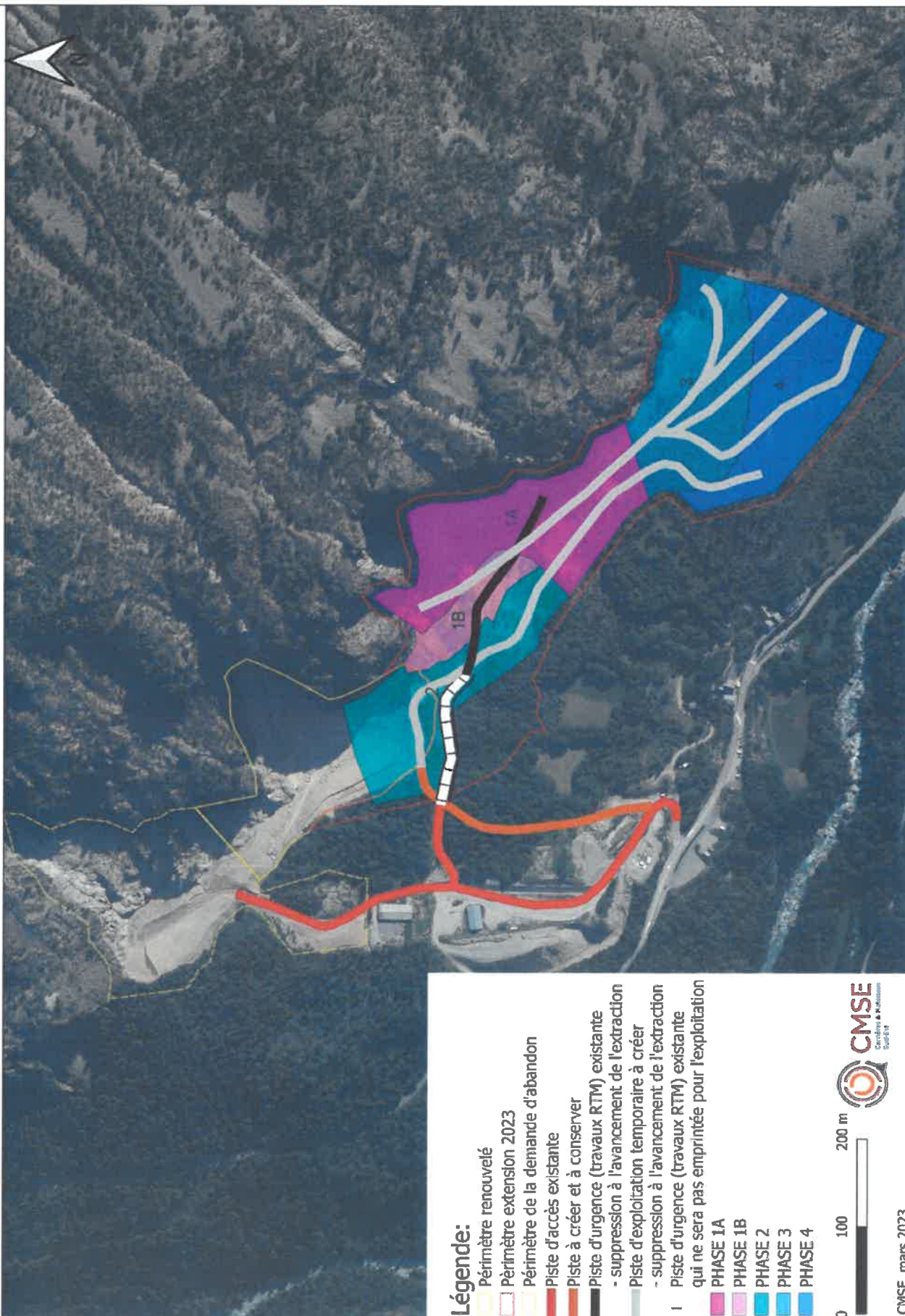
L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

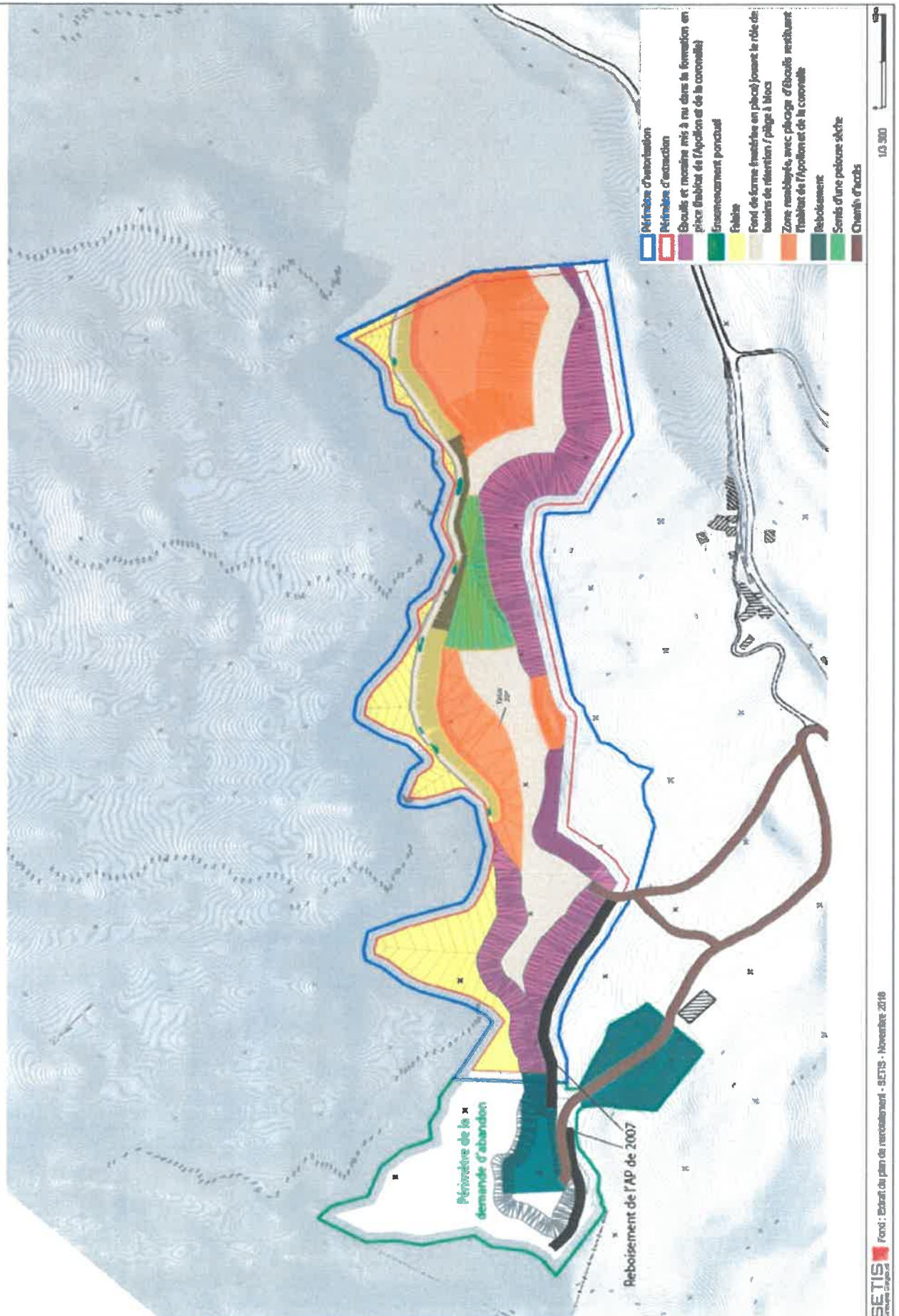
Les annexes 1, 3, 6, 8.1, 8.2, 8.3 et 8.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 sont abrogées et remplacées par les annexes jointes aux présentes prescriptions.

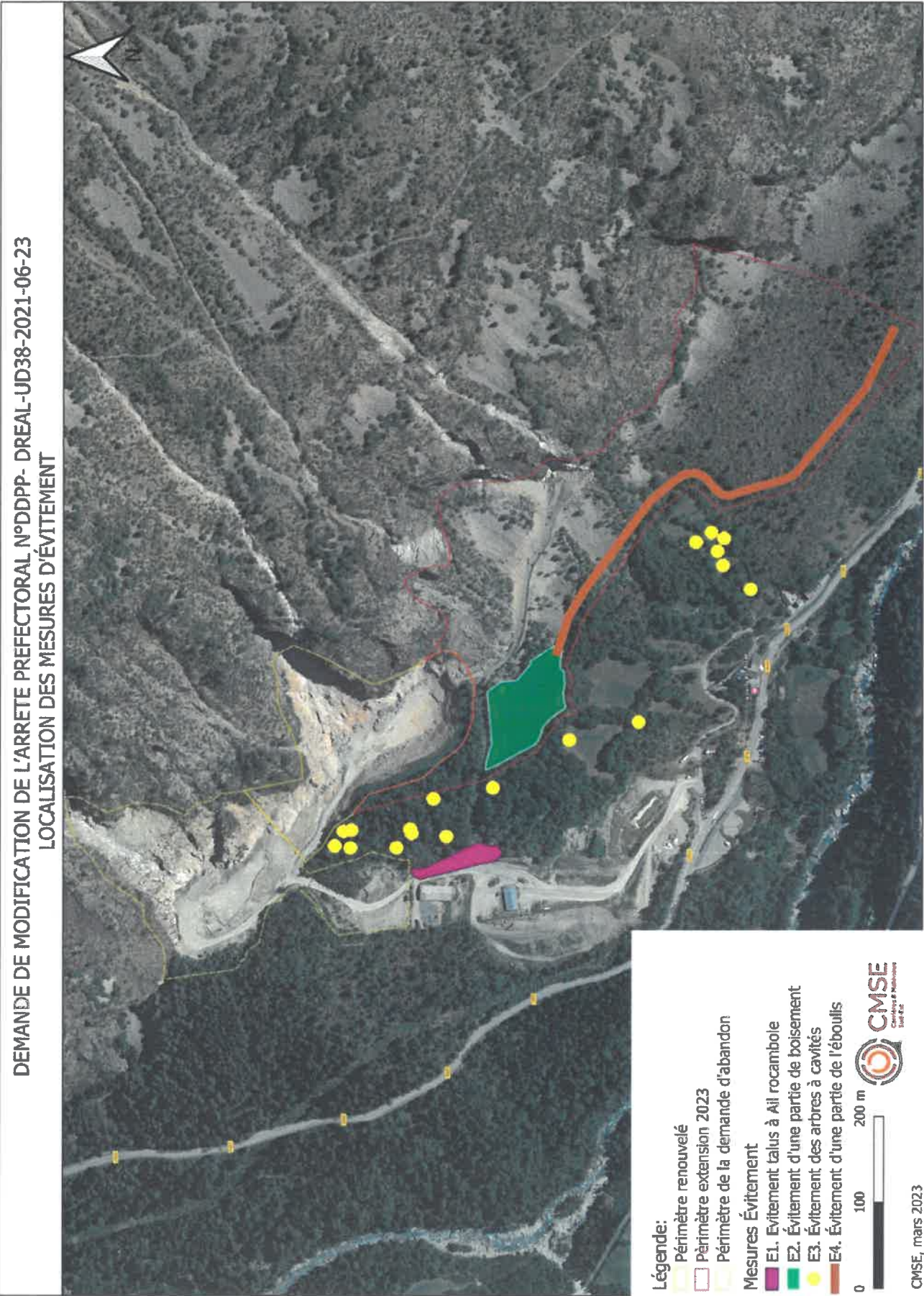


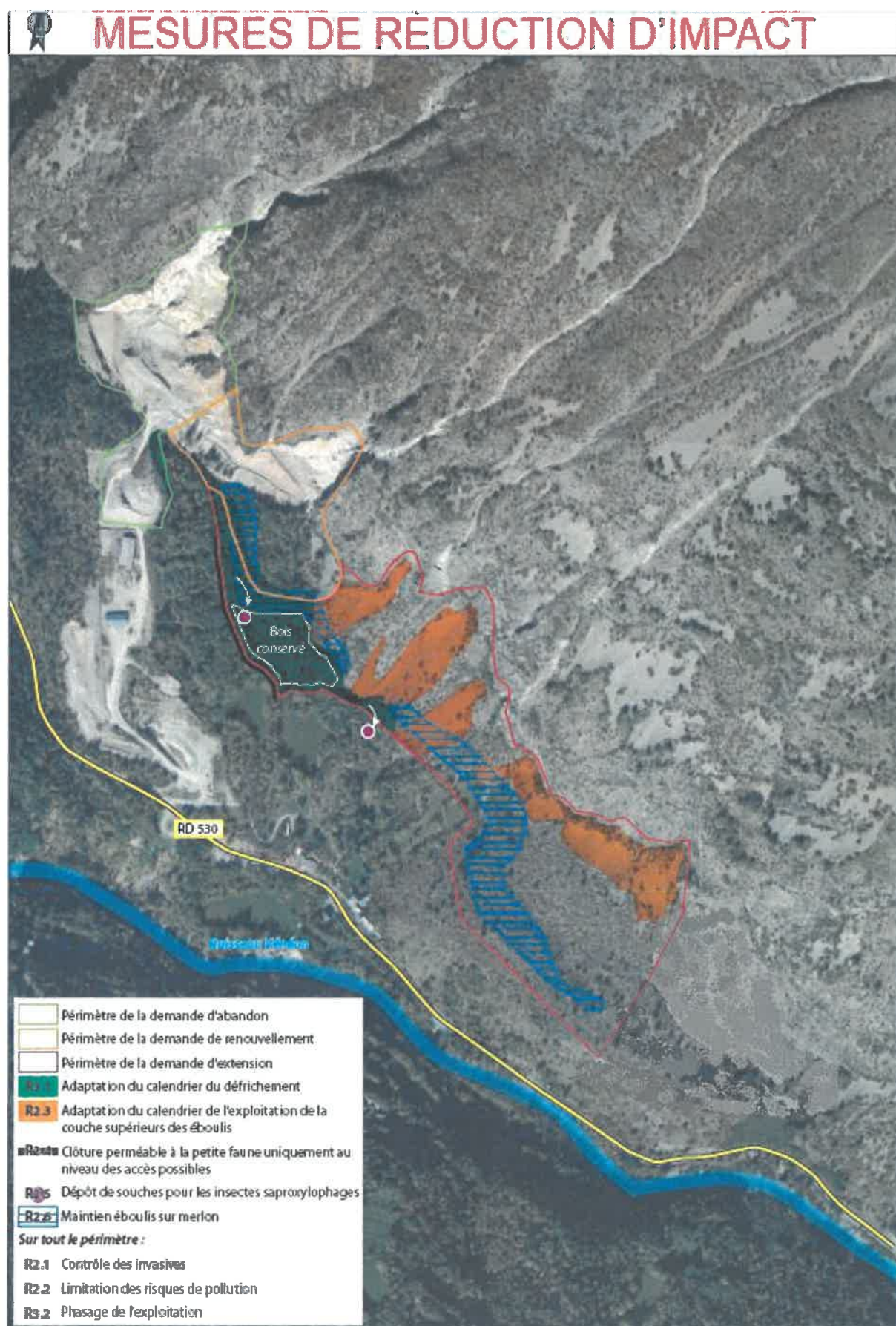
DEMANDE DE MODIFICATION DE L'ARRETE PREFECTORAL N°DDPP- DREAL-UD38-2021-06-23
PROGRAMME D'EXTRACTION PAR SECTEUR ET CÔNE D'ÉBOULIS



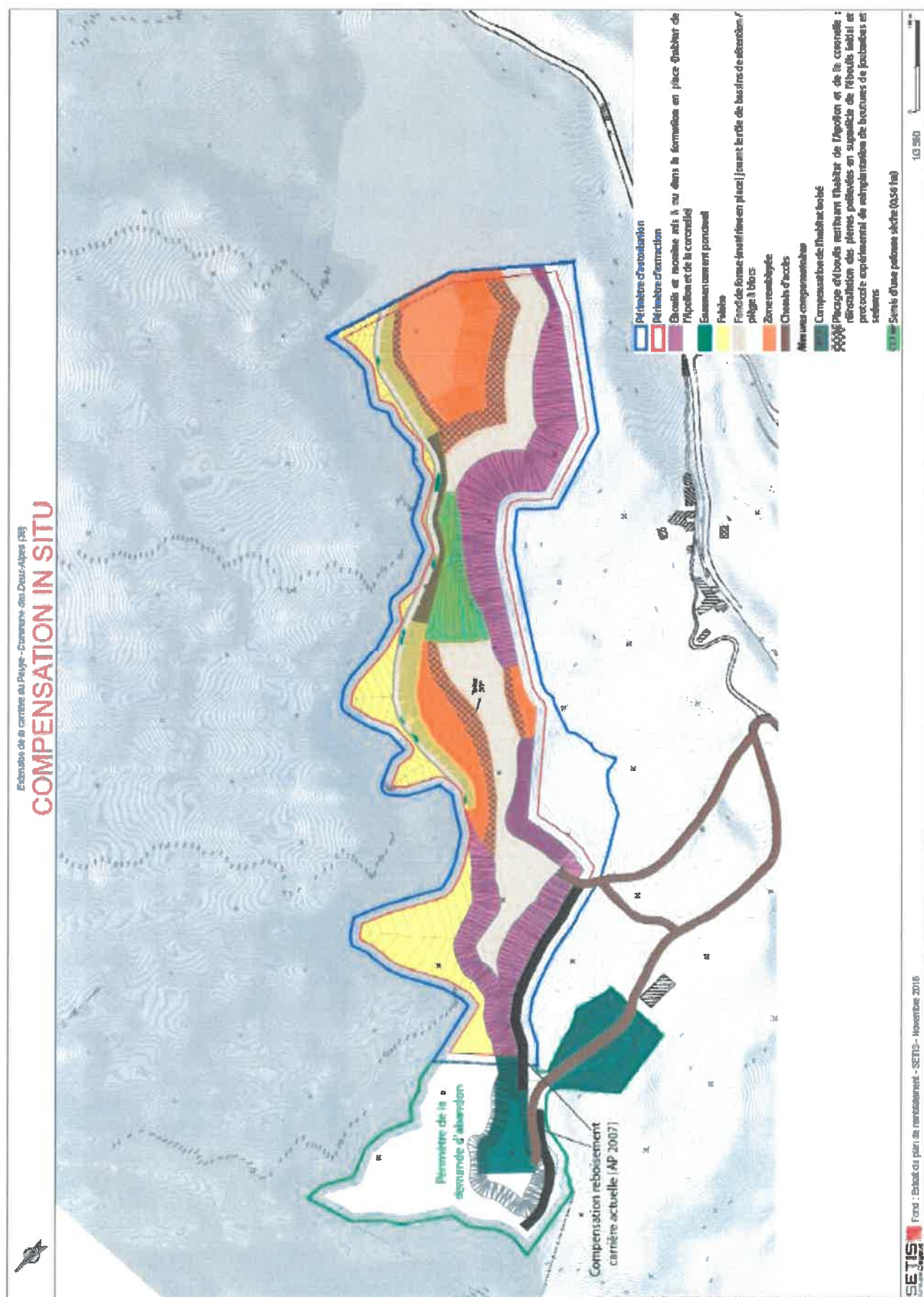
Annexe 6 modifiée : Plan de remise en état







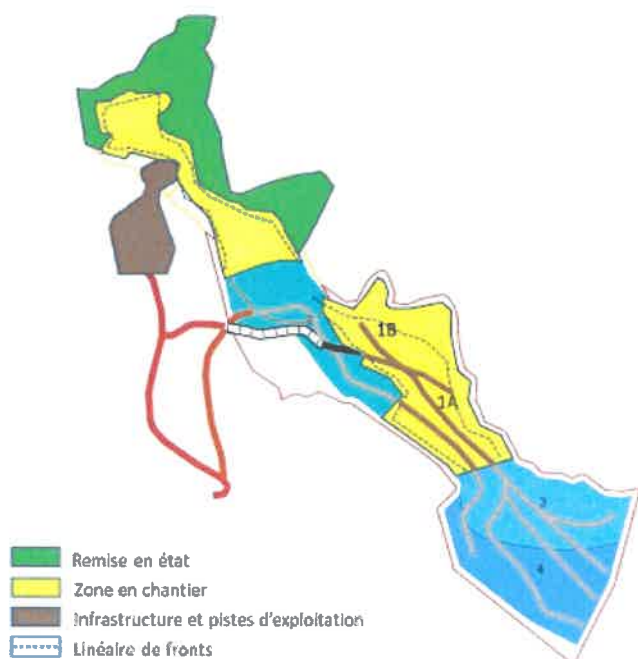
COMPENSATION IN SITU



Annexe 8.5 modifiée : Phasage de la remise en état

Phase 1 : T0 à T+ 5 ans

Phase : T0+5 ans à T0+10 ans



Phase 3 : T0 + 10 à T0 + 15 ans

Phase : T0 + 15 ans à T0 + 20 ans

